Enseignement catholique actualités n° 332 - août-septembre 2009

Illustration F. Laroix

# DÉVELOPPER LE DURABLE

Gandhi disait : « *Nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde.* » Cela nous invite à ne pas produire moins, consommer moins, mais autrement. Cet autrement est à inventer.
Et si la préparation de notre journée des communautés éducatives « *À l'école de la liberté* » nous donnait l'occasion de relire chaque projet éducatif… Pourquoi ne pas se demander en ce début d'année comment chaque élève, chaque éducateur est porteur d'une histoire qui est certes la sienne mais aussi le dépasse en même temps pour être un signe de l'humanité ? Il n'est pas de liberté sans accueil de la fragilité, sans espaces de reconnaissance et de confiance, sans prise en compte de l'altérité et de la différence, sans référence à un idéal et à une source commune, sans créativité et sans exercice de la responsabilité, sans développement durable.
Dans la culture de l'instantanéité, développer le goût et une intelligence du durable chez les jeunes est une tâche désormais essentielle de l'école.

# Développer le durable

Illustration : F. Lacroix

**« Quand on parle de développement durable, on est très focalisé sur l'environnement, pas suffisamment sur l'aspect social et humain. »**

ÉLISABETH DU CLOSEL

Il y a une dizaine années, certains ne voyaient dans le développement durable qu'une mode passagère. En l'abordant avant tout sous l'angle environnemental pour parer à des urgences, on en montrait une vision réductrice. Aujourd'hui, le vocable a fait son chemin. Tout le monde s'en réclame : l'État, les entreprises, les associations, les mouvements politiques, les mouvements d'Église, l'école. Dans la foulée du Grenelle de l'environnement, le ministère de l'Éducation nationale a décidé de placer l'éducation au développement durable au cœur du socle commun de connaissances et de compétences.

Pour le citoyen lambda, le développement durable est aussi fortement associé à de nouvelles lois et taxes, dont la fameuse « taxe carbone[1] ». Une approche basée sur la contrainte, la menace. « *On cherche encore trop à l'enfermer dans une charte de principes à respecter,* commente Elena Lasida, maître de conférences à l'Institut catholique de Paris et directrice du master "Économie solidaire et logique du marché" à la Fasse[2]. *On l'a trop vite associé à une protection. En oubliant l'essentiel, la mise en mouvement. Ce qui est novateur dans cette notion, c'est de mettre en avant notre capacité de créer.* »

## Déplacements

Gandhi disait : « *Nous devons être le changement que nous voulons voir dans le monde.* » Immense responsabilité individuelle et collective, si nous entendons en profondeur ce qui se joue dans le monde. Les cris d'alarme de notre planète Terre – pollution, désastres écologiques et climatiques, épuisement des ressources naturelles, problèmes de gestion des déchets, mais aussi altération du système socio-économique, consumérisme à outrance, perte du lien avec la nature par son exploitation à des fins purement productivistes, augmentation de la faim dans le monde, inégalités sociales de plus en plus criantes – ont amené à des prises de conscience de la nécessité d'adopter un nouveau « *style de vie* », selon la conviction d'Elena Lasida.

« *En quelques années, on a commencé à évoluer sur le concept et à penser en terme d'enjeu sociétal,* précise Fulgence Koné, délégué aux relations extérieures du Sgec[3]. *Pour aborder le développement durable dans sa complexité et sa globalité, on a compris la nécessité de se*

*baser – et les établissements scolaires avant tout dans leurs formations auprès des jeunes – sur cinq piliers indissociables : l'écologie, le social, l'économique, le culturel, le spirituel.* »

Lors de journées du Sgec sur le sujet, en novembre 2008, le père Armand Guezingar, professeur d'études sociales à l'Université catholique de l'Ouest, à Angers, a alimenté la réflexion : « *La question du développement durable émerge comme une interrogation sur nos façons de vivre, de travailler, de consommer. Nous vivons dans un monde du "toujours plus", comme si le progrès était seulement une valeur quantitative. En cette période de crise, on en voit les limites Mais avons-nous envie d'inaugurer un nouveau chemin ? Et osons-nous nous l'avouer ? Sommes-nous prêts à remettre radicalement en cause nos modes de vie ? Ou nous contenterons-nous d'accommodations de surface ?* » Autant de questions de fond qu'on ne peut plus éluder.

Au-delà d'un infléchissement de nos habitudes, le développement durable oblige en effet à de véritables déplacements. C'est une nouvelle manière de faire société avec les autres qui doit émerger. Ce sont des nouveaux partenariats – notamment Nord-Sud – à mettre en place, « *pas la simple prolongation ou la correction de modèles précédents, mais l'exploration d'autres formes de solidarité,* écrit Bertrand Cassaigne dans la revue jésuite *Projet*[4] dont il est le rédacteur en chef adjoint. *Car c'est bien notre monde en développement qui se découvre aujourd'hui comme un "bien commun"* ». « *Il n'y a plus de modèle de développement porté par les pays dits riches,* constate encore Elena Lasida. *On parlait autrefois de rattrapage du Sud en se basant sur un modèle, celui du Nord. Cela a conduit à une impasse. Le développement durable n'est pas un modèle alternatif mais une nouvelle manière de penser le développement.* »

## Échelle locale

Le développement durable nous interpelle donc profondément. Il interroge nos manières de produire, de consommer, de nous déplacer, d'habiter l'espace. Il revisite notre rapport à nous-même et à l'autre. Notre lien à la nature aussi, à la Terre-mère nourricière considérée dans nos sociétés comme une source de profits, à exploiter pour satisfaire nos besoins...

Le développement durable nous confronte aussi à des limites, souvent perçues comme négatives, frustrantes. « *Il devrait rendre la limite positive à partir de ce qu'elle libère,* commente le père Guezingar. *Ne pas produire moins, consommer moins, mais autrement. Cet "autrement" est à inventer. Le développement durable conduit à penser une éthique de la limite. Ce peut être une chance de trouver une voie nouvelle.* »

À l'ère de la mondialisation, recherches et réflexions sur le développement durable invitent, avec une nouvelle vigueur, à faire une place grandissante à l'échelon local. « *Un développement durable qui allie les trois dimensions de l'économie, du social et de la culture, commence à l'échelle des territoires, plus précisément des communautés humaines* », note Pierre Martinot-Lagarde, rédacteur en chef de *Projet*[4].

## Le Bilan Carbone des Scouts et Guides de France

Quand on dit « *développement durable* », les Scouts et Guides de France répondent « *Halp* » : « *Habitons autrement la planète** ». Et de décliner cette proposition. En chiffres, d'abord. Un scout consomme trois fois moins d'énergie qu'un citoyen français : 8 kg équivalent $CO_2$ par journée d'activité, contre 24 kg équivalent $CO_2$. L'idée de faire ce « Bilan Carbone » remonte à janvier 2009. L'association entre en contact avec l'agence Carbone 4 qui évalue l'impact de l'ensemble des activités humaines sur l'environnement. En privilégiant, pour les camps de vacances en pleine nature, des transports comme le train plutôt que la voiture, l'avion ou le bus ; en permettant la consommation de fruits et légumes frais plutôt que de boîtes de conserve, et en substituant à la viande d'autres formes de protéines ; en apprenant à gérer ses déchets, on arrive à une réduction de la dépense énergétique de 11 %. Un constat encourageant et une ligne éducative pour les responsables, jeunes et moins jeunes, du mouvement. Car, derrière ces données, il s'agit bien de pédagogie, d'associer ces jeunes aux processus de réflexion et de décision sur leur mode de vie, qui leur permettront de devenir acteurs et coresponsables. « *Nous voulons dire aux jeunes que, par leur manière de vivre, ils contribueront au changement. Nous leur apprenons à voir, non ce qu'ils vont perdre, mais ce qu'ils vont gagner en changeant de comportement. C'est une manière de porter un regard d'espérance sur la société, une promesse d'avenir, plutôt que se dire qu'on est condamné à vivre moins bien qu'avant. Et à faire de chaque jeune un véritable levier du changement.* » **EDC**

* Premières assises du scoutisme au Sénat, le 7 février 2009. Internet : www.scoutsetguides.fr

© Scouts et Guides de France

## Humaniser les formations supérieures

Un peu partout, dans les cursus universitaires, on voit apparaître des temps spécifiques, voire de vraies formations, pour développer le sens de l'engagement et des valeurs humaines. Il s'agit aussi de prendre conscience des devoirs que chacun a envers la société. Le Groupe Sup de Co La Rochelle* a, par exemple, intégré dans son programme, il y a un an, une mission obligatoire de trois mois, bénévole, à caractère social, humanitaire et citoyen : *Humacité*. Chaque étudiant se confronte au terrain, souvent dans un pays du Sud, pour se frotter à d'autres mentalités et réalités. L'objectif est de leur faire penser leur futur métier autrement. Antoine Gicquel a effectué son « humacité » au Burkina : *« Je suis maintenant persuadé que le facteur humain est à l'origine de tous les entrepreneuriats »*, confie-t-il.

L'université catholique de Lille, sous l'impulsion de Jean-François Bell, président de LMI (Lille Métropole Initiative) qui accompagne des jeunes créateurs d'entreprise, ouvre en octobre une filière de formation** pour devenir « éco-entrepreneur en développement durable ». Elle est destinée à des étudiants qui souhaitent créer leur entreprise avec une forte dimension éthique, afin de réconcilier économie, écologie et social. Une initiative novatrice avec un plan de formation non moins novateur, à travers notamment un module sur le savoir-être et le développement personnel. *« Un plus indéniable*, dit Jean-François Bell. *Beaucoup de freins, de pressions sociétales contrarient l'élan des jeunes et les font douter de leurs capacités. Il faut les aider à prendre conscience qu'ils peuvent aller beaucoup plus loin qu'ils ne le pensent. »*

La Fasse***, quant à elle, propose depuis deux ans, deux masters, l'un intitulé « Économie solidaire et logique du marché », l'autre « Politiques environnementales et développement durable », qui répondent à toutes les problématiques mondiales nouvelles. *« Certes, il serait bon de revisiter les formations traditionnelles et les métiers*, concède Elena Lasida, directrice du master "Économie solidaire". *Mais la revisite est tellement radicale que nous parlons de nouvelles formations et de nouveaux métiers. »* Des formations forcément pluridisciplinaires où il y a mise en dialogue et non-juxtaposition des connaissances. Des formations qui interrogent l'évaluation aussi. *« Le développement durable est un enjeu pour vivre ensemble. Mais le système éducatif évalue l'individuel. Comment passer à l'évaluation collective ? » « Certains étudiants plus ou moins jeunes viennent à nous*, précise Caroline Quazzo, directrice du master "Politiques environnementales", *pour redonner du sens à leur carrière, voire à leur vie. »* **EDC**

* Internet : www.esc-larochelle.fr

** La formation se fait en lien avec la Faculté libre de sciences économiques et de gestion. Internet : http://flseg.icl-lille.fr

*** Faculté des sciences sociales et économiques. Internet : www.icp.fr (rubrique : Organismes).

Car il ne peut y avoir production de bien public à l'échelle internationale sans cohérence avec l'existence d'un bien public à l'échelle locale. Le « local » pourrait ainsi *« devenir le lieu de formulation de toutes les utopies, de reconnaissance de toutes les résistances, d'énonciation de tous les contrôles* […] *si le souci du "local" permet de redéfinir quelques règles de l'espace politique international, de repérer le jeu des contraintes qui pèsent sur le développement, mais surtout de veiller à la formulation positive de politiques concrètes portées par de véritables collectivités »*, poursuit l'auteur.

C'est précisément au sein de petites communautés locales que fleurissent des initiatives tout à fait intéressantes et créatrices de lien social : commerce équitable qui établit de l'interdépendance entre des communautés du Nord et du Sud ; jardins partagés dans les quartiers ; associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) qui permettent un partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme par le biais des paniers maraîchers hebdomadaires.

Parler de durabilité dans une société de l'immédiateté, du temps raccourci, du tout-jetable est une gageure. *« Il va falloir penser autrement "l'utopie de vie"*, concède Elena Lasida. *Repenser notre représentation de "la vie bonne". Savoir quelles valeurs prôner. »*

Là intervient l'éducation. Dans les établissements jésuites, les *« valeurs du durable »*, avant tout axées sur la solidarité, sont devenues le centre de la pédagogie[5]. *« Nous voulons réfléchir aux valeurs qu'il faut transmettre aux jeunes pour les aider à durer,* fait remarquer le père Manuel Grandin, responsable de la pastorale à l'ensemble scolaire Saint-Michel à Saint-Étienne. *Quand on parle de développement durable, on est très focalisé sur l'environnement, pas suffisamment sur l'aspect social et humain, l'attention que l'on porte aux autres. »*

### Outiller les enseignants

Pour transmettre ces valeurs et une vraie démarche de compréhension du développement durable dans les établissements, il existe notamment l'Agenda 21 scolaire, un outil d'intégration des différentes actions qui doit prendre en compte l'ensemble des cinq piliers évoqués plus haut par Fulgence Koné. Il est aussi fondamental d'outiller les enseignants et de les former réellement à toutes ces notions pour qu'ils puissent les transmettre à leur tour. Mais, comme le précise le délégué aux relations extérieures du Sgec, *« l'école doit travailler avec les collectivités territoriales, les associations, voire les entreprises, afin que ce soit un projet de société global. Il est très important que l'école porte cette évolution sociétale auprès de tous les citoyens. »* ⌘

1. L'instauration d'une taxe sur les combustibles fossiles (hydrocarbures, charbon, gaz naturel) vise à infléchir les consommations. Le taux de la taxe dépendrait des émissions de dioxyde de carbone ($CO_2$) du combustible considéré.
2. Faculté de sciences sociales et économiques. Internet: http://www.icp.fr (Rubrique : Organismes).
3. Le département Éducation du Sgec, avec la mission « Éducation à l'universel », doit publier un texte pour le Comité national de l'enseignement catholique (Cnec) en 2010. Un colloque est prévu les 9 et 10 novembre 2009, avec une dimension européenne.
4. N° 270 (juin 2002), dans le dossier « Le développement, un bien durable ».
5. Cf. *ECA* n° 331 (juin-juillet 2009), p. 14 : « À l'école d'Ignace ».

# Plaidoyer pour une écologie humaine

*Benoît XVI invite les hommes de bonne volonté à œuvrer pour que la mondialisation se conjugue sur le mode de la fraternité et du respect de la création. Tel est le message de son encyclique* La Charité dans la vérité, *datée du 29 juin 2009. Un texte fort qui permet de sortir d'une vision trop étroite du développement durable.*

SYLVIE HORGUELIN

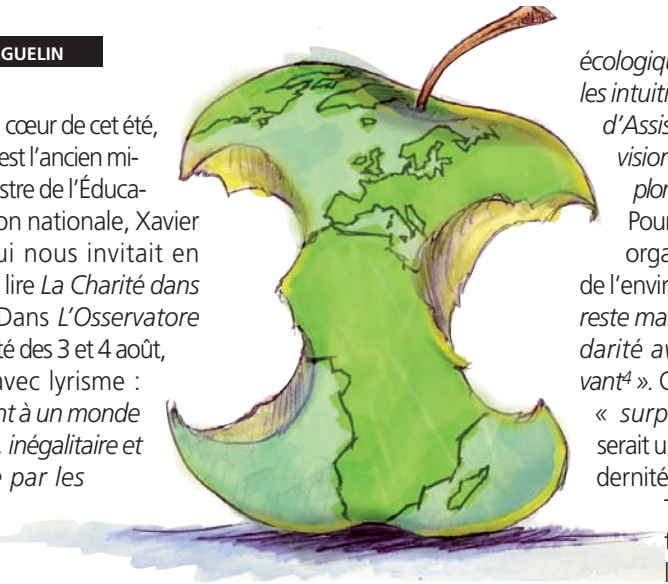


Illustration : F. Lacroix

Au cœur de cet été, c'est l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos[1] qui nous invitait en personne à lire *La Charité dans la vérité* ! Dans *L'Osservatore Romano* daté des 3 et 4 août, il écrivait avec lyrisme : « *S'adressant à un monde déboussolé, inégalitaire et traumatisé par les spasmes d'une crise globale, l'encyclique* Caritas in veritate *vient à point nommé, telle une clarté traversant les sombres nuées.* […] *Elle va puiser, dans la source du message chrétien, l'espérance d'orientations et de solutions novatrices.* »

À la lecture, on découvre un texte dense de plus de cent pages[2], composite[3], mais qui se lit bien et comporte de véritables pépites. Un texte qui nous remet face à notre responsabilité de chrétien et d'éducateur : œuvrer pour la promotion de l'homme. À l'origine de sa rédaction, on trouve la volonté de célébrer les quarante ans de *Populorum progressio* (1967). Dans cette encyclique, Paul VI, déjà conscient du fait que « *la question sociale est devenue mondiale* », plaidait pour un « *développement intégral* » qui promeuve « *tout homme et tout l'homme* ». Benoît XVI reprend et actualise son propos.

Parmi les nouveaux sujets abordés, on se réjouira de voir apparaître les questions du développement durable et de l'écologie qui nous intéressent dans ce dossier. Le thème du développement est en effet lié pour le pape « *aux devoirs qu'engendre le rapport de l'homme avec l'environnement naturel* ». Il s'en explique : « *Celui-ci a été donné à tous par Dieu et son usage représente pour nous une responsabilité à l'égard des pauvres, des générations à venir et de l'humanité tout entière.* »

« *Dans la nature,* poursuit Benoît XVI, *le croyant reconnaît le merveilleux résultat de l'intervention créatrice de Dieu, dont l'homme peut user pour satisfaire ses besoins légitimes – matériels et immatériels – dans le respect des équilibres propres à la réalité créée. Si cette vision se perd, l'homme finit soit par considérer la nature comme une réalité intouchable, soit, au contraire, par en abuser.* » Un point de vue qui ne va pas assez loin selon Serge Orru, directeur général du WWF : « *Ce texte, s'il marque quelque avancée sur les enjeux écologiques, paraît en retrait sur les intuitions d'un saint François d'Assise, qui n'avait pas cette vision d'un être pensant surplombant le reste du vivant.* »

Pour le responsable de cette organisation de protection de l'environnement, « *un aspect reste mal traité : celui de la solidarité avec l'ensemble du vivant*[4] ». Cette vision de l'homme « *surplombant le vivant* » serait un héritage de notre modernité, expose le père André Talbot, membre de Justice et Paix-France. Selon ce dernier, nous avons « *radicalisé une conception qui, venant de la pensée grecque, distingue et hiérarchise le corps et l'esprit de telle manière que l'esprit doit dominer le corps* ». Ainsi, cette « *manière de considérer le corps humain induit un type de rapport à l'environnement. L'humain étant le seul à disposer de l'esprit, il va pouvoir et devoir imposer sa domination à tout ce qui est matière : le monde environnant, le monde animal, mais aussi son propre corps* ». Et de conclure que « *la modernité induit un anthropocentrisme radical qui peut altérer l'appréhension du réel et conduire à des pratiques destructrices*[5] ». Ce n'est bien sûr pas la voie indiquée par Benoît XVI qui invite à passer d'une domination prédatrice à une domination protectrice. Et pour « *renforcer l'alliance entre l'être humain et l'environnement* », le pape interpelle la communauté internationale et chaque gouvernement afin qu'ils contrecarrent « *efficacement les modalités d'exploitation de l'environnement qui s'avèrent néfastes* ».

## La force de persévérer

Force est de reconnaître que nous sommes arrivés à un tournant de notre histoire. « *C'est parce que sa survie est en question que l'humanité accède aujourd'hui à la conscience d'elle-même et de son unité* », explique le philosophe Jean-Pierre Dupuy[6]. Pour Benoît XVI, en effet, « [l]*a vérité de la mondialisation comme processus et sa nature éthique fondamentale dérivent de l'unité de la famille humaine et de son développement dans le bien* ». Mais il nous met en garde : « *Les processus de mondialisation, convenablement conçus et gérés, offrent la possibilité d'une grande redistribution de la richesse au niveau*

1. Ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville depuis juin 2009.
2. Benoît XVI, *L'amour dans la vérité (Caritas in veritate),* préface de Mgr Descubes, Bayard/Cerf/Fleurus-Mame, juillet 2009, 127 p., 5 €. On peut télécharger le texte intégral de l'encyclique sur le site de la Conférence des évêques de France : www.eglise.catholique.fr
3. Diverses instances de l'Église ont préparé ce texte renvoyé quatre fois par le pape car jugé peu précis, avant qu'il n'annote la version définitive.
4. Dans *La Vie* du 9 juillet 2009, p. 23.
5. Dans un excellent article, « *Le développement durable : un défi pour l'engagement chrétien* », il développe l'idée que l'humanité, créée à l'image de Dieu, se trouve associée à « *sa dynamique créatrice sous le mode d'une responsabilité* » (*cf.* revue *Transversalités,* n° 109, janvier-mars 2009, pp. 81-101).
6. Dans *La Vie* du 2 juillet 2009, interview, pp. 9-11.

*planétaire comme cela ne s'était jamais présenté auparavant ; s'ils sont mal gérés, ils peuvent au contraire faire croître la pauvreté et les inégalités, et contaminer le monde entier par une crise.* » Aussi « [l]e *risque de notre époque réside dans le fait qu'à l'interdépendance déjà réelle entre les hommes et les peuples, ne corresponde pas l'interaction éthique des consciences et des intelligences dont le fruit devrait être l'émergence d'un développement vraiment humain* ». Et Benoît XVI de poursuivre : « *C'est pourquoi l'amour et la vérité nous placent devant une tâche inédite et créatrice* […]. Il s'agit *[…] d'*orienter ces nouvelles dynamiques de grande ampleur, *en les animant dans la perspective de cette "civilisation de l'amour" dont Dieu a semé le germe dans chaque peuple et dans chaque culture.* » Mais où trouver la force de persévérer dans la recherche du bien de tous ? « *L'amour de Dieu nous appelle à sortir de ce qui est limité et non définitif* », répond le pape. C'est pourquoi « *le développement suppose une attention à la vie spirituelle* […] ».

**« L'Église *[…]* doit préserver non seulement la terre, l'eau et l'air comme dons de la création appartenant à tous, elle doit aussi surtout protéger l'homme de sa propre destruction. Une sorte d'écologie de l'homme, comprise de manière juste, est nécessaire. La dégradation de l'environnement est en effet étroitement liée à la culture qui façonne la communauté humaine *[…]*. » (*Caritas in veritate*, § 51)**

Pour les établissements, le défi lancé par ce texte est de taille. Il s'agit de former les bâtisseurs d'une communauté humaine fondée sur un amour qui sauve notre monde. L'avenir de l'humanité est entre leurs mains. ⌘

# À l'école des éco-citoyens

*Se soucier de la nature, s'interroger sur ses pratiques, agir à son échelle : le développement durable s'inscrit dans un mode de vie et de pensée. De Cambrai à Ussel, des établissements s'appuient sur le label Éco-école ou sur l'Agenda 21 pour le placer au cœur des apprentissages.*

**Virginie Leray**

© V. Leray

*À l'école Saint-Bernard de Cambrai, l'association Les Petits Débrouillards a proposé un atelier sur le réchauffement climatique.*

En cette rentrée, dans les établissements engagés dans une démarche Agenda 21, les élections des éco-délégués battent leur plein. Dans la foulée, les éco-comités, réunissant élèves élus et représentants de la communauté éducative définiront les grands axes autour desquels vont s'articuler les projets de l'année, après avoir dressé un état des lieux. Cette méthodologie offre une feuille de route idéale pour un travail, tout en cohésion et en transversalité, qui amène à croiser les dimensions écologique, mais aussi économique et sociale du développement durable. Depuis le lancement du Grenelle scolaire l'an dernier, le ministère de l'Éducation nationale réunit et récompense chaque année les établissements engagés dans ce processus. Parmi eux, deux pionniers dans l'enseignement catholique. Côté primaire : l'école Saint-Bernard[1] de Cambrai (Nord), dont le label Éco-École couronne cinq ans d'éveil écologique : jardinage, tri sélectif, nutrition saine à base de produits du terroir ou traque au gaspillage énergétique. Côté secondaire : l'institution Notre-Dame-de-la-Providence[2] à Ussel (Corrèze), où les élèves de seconde font vivre la charte Agenda 21 signée en 2006.

Tous deux entrés en développement durable par la porte de l'écologie, ces établissements, à force d'investissement d'élèves et de professeurs, ont mis en

place le recyclage du papier et s'équipent en dispositifs économiseurs d'eau et d'énergie. En prime, les lycéens d'Ussel participent régulièrement à des opérations de nettoyage de berges.

Mieux encore, cette culture verte est désormais mise au service d'enjeux sociaux et solidaires. « *Le volet écologique est maintenant bien ancré. L'ouverture à Ussel d'une boutique du Secours catholique a donné aux élèves l'idée de développer la solidarité locale. Ils se sont d'abord impliqués dans des collectes de vêtements pour approvisionner la boutique. Puis, l'an dernier, ils ont créé, avec une association locale, un atelier qui emploie deux salariés en insertion pour recycler les vieux jeans en besaces* », explique Colette Thiéphaine, enseignante en économie et coordinatrice de l'Agenda 21 sur l'établissement. L'enjeu : permettre au Secours catholique de faire partir chaque année une dizaine de familles en vacances. Pour promouvoir leur action, les élèves, soutenus par toute la communauté éducative, ont organisé un défilé de mode pour habits de seconde main, avec robe de mariée en papier recyclé… De quoi interroger leurs habitudes de consommation, à l'heure du tout-jetable et du règne des marques. Et former des éco-citoyens accomplis, aussi verts que solidaires.

Même ambition à Saint-Bernard qui organise chaque année en avril un forum développement durable ouvert aux écoles voisines. Toute la journée, des groupes d'enfants se rassemblent autour des divers stands : coopératives agricoles bio, commerce équitable, association des Petits Débrouillards et ses expériences sur le réchauffement climatique, spécialistes de l'énergie et de l'assainissement de l'eau…

*En juin, les élèves de l'école Carlhian-Rippert ont investi le théâtre de verdure de Briançon.*

Photos : D. R.

*Grâce aux élèves de Notre-Dame-de-la Providence d'Ussel, ces vieux jeans seront recyclés.*

### La collecte d'informations vertes s'achève en chanson.

Dans certains ateliers, de jeunes élèves expliquent eux-mêmes les projets de classe réalisés autour du thème du vent, depuis l'étude des éoliennes jusqu'à la réalisation de cerfs-volants ! Et la collecte d'informations vertes s'achève en chanson, avec l'hymne des Res-

## Des fiches-conseils pour l'Agenda 21

À Jeanne-d'Arc* de Colombes (Hauts-de-Seine), le chef d'établissement, Bernard Ressort, entend mettre à profit l'ouverture, en cette rentrée, d'une section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) pour engager une dynamique développement durable. En toile de fond : l'enjeu de la mixité scolaire et sociale ainsi que la question du mieux-vivre-ensemble en banlieue parisienne : « *La découverte du métier "Entretien paysager" nous offre une entrée "nature", et faire de cette section un moteur du développement durable va la valoriser et faciliter son intégration.* » Un beau projet sans entrer d'emblée dans une démarche Agenda 21 : « *Nous manquons de connaissances et de temps pour nous documenter. Ce sera long. Il faudrait une cellule qui mutualise les expériences menées au sein de l'enseignement catholique et nous permette notamment de profiter des apports du secteur agricole. Le tout assorti d'une offre de formation qui permette de savoir où l'on va* », explique Bernard Ressort. Et là, les diocèses ont une carte importante à jouer, en lien avec la mission « Éducation à l'universel (MEU) » du Sgec**, animée par Fulgence Koné. Après avoir expérimenté depuis 20 ans une commission au développement, à l'universel et aux relations internationales (Edu-Ri), l'interdiocèse d'Aix-Digne se lance. À la rentrée, il fournit à sa cinquantaine d'établissements – primaire et secondaire confondus, soit 19 500 élèves – un mode d'emploi d'Agenda 21 scolaire en forme d'incitation. « *Le dispositif ne doit pas effrayer les établissements. Au contraire, il fournit des outils très utiles. Loin d'imposer une norme, un carcan, il propose des pistes pour faire vivre la dimension développement durable au cœur des enseignements. Chaque établissement peut les adapter à son histoire, son vécu, ses besoins* », explique Christine Courtot, directrice de l'école Notre-Dame-de-Caderot*** et membre de la MEU, qui a rédigé ces fiches-conseils à la demande du diocèse. Déjà, dans la région, ils sont plusieurs à faire du développement durable sans le savoir. La prochaine étape sera de mutualiser les initiatives isolées pour acheter en groupe des fournitures ou du papier recyclé, puis mener des projets éducatifs communs. Pour Christine Courtot, l'impulsion diocésaine devrait porter ses fruits, dans la mesure où l'esprit du développement durable rejoint le projet de l'enseignement catholique : « *La valeur ajoutée que nous apportons au développement durable, c'est la dimension universelle. L'aspect solidaire ou l'idée de penser aux générations futures peuvent en effet s'appuyer sur notre foi, des textes d'Évangile et des encycliques.* » **VL**

* Adresse : 9 boulevard de Valmy, 92700 Colombes. Tél. : 01 55 66 91 00. Internet : www.jeanne-darc-colombes.com

**Secrétariat général de l'enseignement catholique. Cette mission est associée depuis 2007 au groupe interministériel qui travaille sur l'éducation au développement durable.

*** Adresse : BP 60068, Quartier Autin, 13132 Berre-L'Étang Cedex. Tél. : 04 42 85 42 82. Internet : www.notredamedecaderot.fr

## L'école buissonnière de Briançon

À Briançon (Hautes-Alpes), l'école Carlhian-Rippert* organise une classe verte à l'année, grâce à des journées de cours passées dans l'ancienne école communale de Cervières. Alain Thiébaut, le directeur, voudrait faire de ce petit hameau des hauteurs, un centre de sensibilisation à l'écologie pour tout le bassin scolaire. Au cœur des montagnes, le site offre un champ infini d'apprentissages et d'émerveillements : lecture de paysage, étude de la filière bois, transhumance des troupeaux, irrigation raisonnée et dragage annuel des canaux… Cette année, des produits issus de l'agriculture biologique sont entrés au menu de la cantine scolaire et une culture de chanvre destiné à l'isolation de bâtiments a été démarrée par les villageois et les élèves. Une bouffée d'oxygène pour l'économie rurale de Cervières. Surtout, les rires et projets de classes des enfants font désormais le trait d'union entre la centaine de Cerverins et la ville de Briançon, pour qui le projet patrimonial de Carlhian-Rippert fait partie intégrante de la valorisation d'un territoire inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco pour ses fortifications signées Vauban. En juin dernier, des habitants de la plaine ou des hauteurs, et des touristes, se sont ainsi réunis dans le théâtre de verdure de Briançon pour un spectacle sur les mythes et légendes donné par les élèves. L'occasion d'inviter des écoles à Cervières et de nouer de nouveaux partenariats avec les associations locales de défense de l'environnement. *« L'éducation à l'environnement passe par le lien intergénérationnel qui permet de transmettre une histoire commune, et donc, un attachement à la nature, au patrimoine… Nous entretenons ce lien grâce à de nombreuses festivités, vecteur de rencontres et de dialogue »*, explique Alain Thiébaut. Le tout dans la plus pure tradition salésienne. Car le terrain d'aventures de Cervières est aussi une invitation perpétuelle à la contemplation de la Création. Un pèlerinage annuel jusqu'à la chapelle de La Croix de Toulouse, perchée sur les cimes, explicite chaque été la dimension spirituelle d'une initiative qui fait rimer écologie et relation. VL

D. R.

* Adresse : Maison Don-Bosco, 29 chemin Vieux, BP 10 - 05101 Briançon Cedex. Tél. : 04 92 21 02 56. Internet : www.ecolecarlhianrippert.com

tos du Cœur : *« Histoire que les élèves comprennent que tout est lié. Que l'attention portée à notre Terre implique aussi un partage plus juste des ressources et le souci de leur préservation. Cela rejoint toutes les actions de solidarité que nous menons en pastorale, pour le Burkina Faso ou la Banque alimentaire »*, explique Sylvie Debliqui, l'enthousiaste directrice de l'établissement.

Car l'Agenda 21 vivifie les équipes, notamment en les incitant à nouer des liens avec le tissu associatif local, les collectivités, les établissements voisins ou encore les parents d'élèves, lorsqu'il s'agit, par exemple, de réfléchir à un projet de covoiturage. La communauté éducative prend corps, se fait lieu d'ouverture des possibles, de changement en action.

Des bénéfices si appréciables qu'il semble suffire d'y goûter pour se convertir à une approche développement durable ! À l'école Saint-Denys - Saint-Joseph[3] de Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), par exemple, une première année de sensibilisation aux énergies renouvelables a pris la forme de visites d'un parc éolien, d'un barrage hydroélectrique et d'une maison solaire. Ces découvertes ont nourri la réalisation d'une vidéo d'animation par les classes de CE2 et de CM. *« Impressionné par la manière dont un tel projet donne du sens aux apprentissages, creuse la motivation des élèves et des équipes »*, le directeur, Claude Dalverny, entend bien *« inscrire cette initiative dans la durée en demandant le label Éco-École »*. Et tandis que l'exemple de Saint-Bernard crée une émulation dans son bassin scolaire, Notre-Dame-de-la-Providence réfléchit au moyen d'impliquer sa filière électrotechnique dans des projets de plus grande envergure. Preuve que l'esprit du développement durable s'alimente lui-même. Seul prérequis incontournable : le soutien actif des chefs d'établissement et l'adhésion la plus large possible des équipes. ⌘

1. Adresse : 5 rue de Roubaix, 59400 Cambrai. Tél. : 03 27 81 23 63. Internet : http://saintbernard.cambrai.free.fr
2. Adresse : 19 rue du Général-de-Gaulle, 19200 Ussel. Tél. : 05 55 72 11 33. Internet : www.notredame-ussel.asso.fr
3. Adresse : 66 avenue du Général-de-Gaulle, 13160 Châteaurenard. Tél. : 04 90 94 06 05. www.saintdenys.org

# Nord-Sud :

*Mission en Bosnie pour les élèves du Sacré-Cœur de Rouen, stage au Maroc pour ceux de l'ISTM de Valence…, la solidarité internationale est au programme des établissements catholiques. L'enjeu de ces séjours humanitaires : transformer les jeunes en acteurs du changement.*

**Virginie Leray**

La voie du développement. Les pays du Sud, où vivent près de 70 % de la population mondiale, en rêvent ! Mais l'optimisme dans une croissance globale n'est plus de mise. Et la dernière crise économique a violemment interrogé la durabilité des sociétés dites développées. Plutôt que de céder au pessimisme, des éducateurs parient sur la solidarité internationale pour transformer les jeunes en acteurs du changement. L'aventure humanitaire leur apprend à inventer des solidarités nouvelles, à ouvrir des voies de développement et à se positionner autrement dans un monde dont ils ont perçu les profondes inégalités.

C'est ce que propose l'association Sacré-Cœur Humanitaire, portée à Rouen par l'établissement du même nom[1]. En cinq ans d'existence et neuf missions au compteur, elle a insufflé une dynamique de solidarité Nord-Sud à toute la communauté éducative. À Valence, l'Institut supérieur technologique de Montplaisir[2] (ISTM) cultive avec l'École nationale des auxiliaires médicaux du Togo un partenariat vieux de dix ans, initié à la

# l'axe de l'humanisation

Photos : D. R.

*Les élèves des filières orthèse de l'ISTM de Valence ont développé un partenariat avec le Togo.*

demande de Handicap International. « *C'est l'occasion pour nos élèves des filières orthèse*[3] *de découvrir combien le métier qu'ils apprennent peut être exercé ailleurs dans des conditions radicalement différentes* », fait valoir Norbert Kieffer, le directeur de l'Institut. Surtout qu'en deuxième année de BTS orthèse-prothèse et podo-orthèse, ils effectuent désormais un stage délocalisé obligatoire en Côte-d'Ivoire ou au Maroc.

**« On sème et on récolte des retombées insoupçonnées. »**

Point commun de ces deux démarches : elles s'inscrivent dans la durée et fondent une véritable tradition de solidarité au sein des établissements. Au Sacré-Cœur Humanitaire, les candidats au départ sont sélectionnés un an et demi avant la mission. Histoire d'apprivoiser la situation locale, notamment avec des associations impliquées de longue date dans ces régions. « *SOS Enfants en Bosnie ou les congrégations locales des Sœurs de Saint-Joseph en Afrique nous aident à monter des projets réalisables, à assurer un suivi et surtout à répondre aux vrais besoins des autochtones, qui ne sont pas toujours ceux que l'on imagine* », explique Jean-Sébastien Douheret, président de l'association.

Même souci de réussir l'immersion culturelle des jeunes à l'ISTM qui fait appel pour cela à l'association Planète Terre et s'appuie sur son expérience togolaise. Là-bas, à Lomé, prises de contacts et minutieuse recension des besoins ont précédé l'élaboration d'un nouveau référentiel de formation, conforme aux standards internationaux. Le tout suivi par l'organisation d'un concours, où, petite révolution culturelle, la sélection s'est opérée dans la transparence. Des audits et des formations d'étudiants et de professeurs togolais, accueillis à l'ISTM et au Centre national de formation de l'enseignement technique privé[4], prolongent cette action. Forts de cet exemple, les jeunes en partance pour la Côte-d'Ivoire ou le Maroc, se préoccupent du suivi de leur intervention et de transfert de compétences. Outre l'appareillage de nouveaux patients, ils visitent des personnes traitées les années précédentes et dispensent des formations. Enfin, dans les deux établissements, les équipes sont aussi engagées, très en amont, dans la recherche de financements et dans les préparatifs logistiques. Une implication qui se prolonge au retour par un devoir de témoignage exigeant auprès de la communauté éducative, voire au dehors. Le livre de 120 pages, que vient d'éditer cet été l'association Sacré-Cœur Humanitaire, a mobilisé sur deux ans les douze jeunes partis en Bosnie en 2008 : décryptage des carnets de voyage tenus sur place, rédaction, relecture des huit missions précédentes… L'occasion de porter un regard réflexif sur l'aventure et d'en intérioriser tous les bénéfices : « *Les jeunes reviennent convaincus d'avoir davantage reçu qu'ils ont donné. Notamment une leçon de courage et de générosité de la part de populations très démunies mais toujours prêtes à partager le peu qu'elles ont. Au Togo, nous suivons vingt et un projets, du château d'eau à la construction d'écoles, en nous appuyant sur une pédagogie de contrat dans laquelle volontaires et bénéficiaires se partagent le travail. Souvent, et c'est notre plus belle récompense, nous retrouvons les projets plus avancés que ne le prévoyait l'engagement initial. De quoi faire tomber les préjugés sur la prétendue incapacité des Africains à se prendre en main* », explique Jean-Louis Tamarelle, un enseignant du Sacré-Cœur.

## Soutien

Pour Jean-Sébastien Douheret, qui dit avoir été « *éveillé à la vie par l'association* », « *les jeunes mûrissent dans leur comportement, dans leur relation aux autres et dans leur compréhension des enjeux actuels : le partage des ressources et les efforts à faire en termes de gaspillage, le réchauffement de la planète qui fait que l'on compte déjà des réfugiés climatiques au Cameroun…* ».

Enfin, de retour, ils ne pensent qu'à repartir ou à s'engager davantage. Le Sacré-Coeur Humanitaire reçoit chaque année des propositions de soutien de la part d'anciens élèves. « *On sème et on récolte des retombées insoupçonnées,* renchérit Norbert Kieffer. *Un ancien stagiaire togolais a fondé le premier atelier de prothèse privé du Togo, avec l'aide de deux camarades de promotion français. Un autre ancien élève français a créé une association de recyclage de prothèses usagées pour les envoyer en Afrique. Ce sont autant de pas hors de la logique de l'assistanat !* » ⌘

1. Adresse : 31-32 rue Blaise-Pascal, BP 1196, 76176 Rouen Cedex. Tél. : 02 32 81 67 10. Internet : www.sacrecoeurhumanitaire.com
2. Adresse : 14 rue Barthélemy-de-Laffemas, 26000 Valence. Tél. : 04 75 82 16 90. Internet : www.lycee-montplaisir.org
3. La prothèse remplace un membre absent et l'orthèse soutient un membre déficient.
4. CNFETP : 9 montée Nicolas-de-Lange, 69005 Lyon. Tél. : 04 72 38 80 70.

# « On a atteint le dernier degré de la survie »

© E. du Closel

*Pour Guy Aurenche, président du CCFD-Terre Solidaire, on ne peut penser le développement durable sans prendre en compte le « bien public mondial ».*

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉLISABETH DU CLOSEL

**Aujourd'hui, la notion de développement durable est indissociable de celle des rapports Nord/Sud. Comment doit-on reconsidérer ces derniers ?**

*Guy Aurenche :* L'expérience du CCFD montre que les ONG du Nord ne peuvent plus réaliser seules l'analyse de la situation. Cette dernière doit se faire dans un lieu de partenariat constructif. Les réseaux d'Église sont un de ces lieux où le partenariat peut avoir une dimension universelle. Cela implique que les acteurs concernés, au Nord notamment, apprennent à écouter. On disqualifie encore trop facilement les propositions venant du Sud. J'ai le sentiment aujourd'hui que le Nord et le Sud se côtoient mais ne travaillent pas vraiment ensemble. Or les mécanismes actuels conduisent à des situations qui mettent en cause la survie même de populations et de cultures entières, pour ne pas parler de l'environnement. On commence à se rendre compte qu'on a atteint le dernier degré de la survie ou de la non-survie : augmentation de la famine, destruction d'équilibres écologiques, économiques, culturels…

**Des changements de mentalités sont indispensables pour donner une autre image des pays du Sud…**

*G. A. :* Oui, on infantilise ces pays, mais on les utilise aussi. Ou, pour une partie de l'Afrique, on les considère comme des « non-existants ». Il y a une vraie méconnaissance.

**En même temps on voit beaucoup d'actes de générosité. Qu'en pense le CCFD qui est une ONG de développement et non caritative ?**

*G. A. :* Il faut aller au-delà des gestes de compassion, certes fondamentaux mais insuffisants. Entendons-nous cependant sur le sens du mot « charité ». Au cœur même de la charité, il y a une exigence de justice, donc une composante politique. Mais la charité, c'est aussi un souffle de convictions, dans lesquelles la Bonne Nouvelle chrétienne est parmi les mieux placées pour se faire entendre aujourd'hui, car elle parle justement de Vie et de Mort. Si l'on réfléchit à cette dynamique du mot « charité », on retrouve les exigences de ce qu'est une vraie démarche Nord/Sud dans un processus de développement.

**Que signifie « parler du bien public mondial » ?**

*G. A. :* La notion de « bien public mondial » rejoint la pensée sociale de l'Église qui a toujours mis l'accent sur la destination universelle des biens. Dans la notion de « bien public mondial », ou de « bien commun » (avant tout les ressources naturelles), il devrait y avoir une réappropriation par tous et ensemble. C'est très difficile. On est tellement calibré sur une appropriation privée personnelle, nationale, continentale, voire clanique. Combien de guerres sont actuellement menées pour les questions de l'eau ou du pétrole ? Aujourd'hui, il y a urgence à apprendre à gérer ensemble ces sources d'énergie car nous sommes en train de franchir des limites. Selon moi, l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC, est tout sauf le lieu où on essaie de mettre sur la table la destination du bien public mondial !

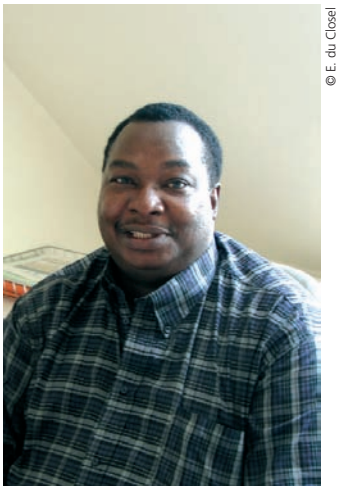
**En quoi l'enquête sur les biens mal acquis (*cf.* encadré) peut-elle contribuer à une action de développement durable ?**

*G. A. :* L'accompagnement des partenaires locaux et le besoin de conscientisation de l'opinion publique française sur le développement et la solidarité internationale ont amené le CCFD à faire ce que l'on appelle « le plaidoyer », en s'appuyant sur la vérité des faits. Un développement durable solidaire et universel exige qu'on dise la vérité. Ces biens mal acquis nuisent forcément au développement. Il y a, sur la planète, plus d'un milliard d'êtres humains qui souffrent de malnutrition, alors que plus de cent milliards de dollars sont détournés dans seulement trente pays en développement. Cet argent qui devrait normalement être injecté dans l'économie des pays concernés arrive en fait dans la nôtre. Peut-on ne rien dire et laisser faire ? Nous souhaitons qu'il y ait des mécanismes de régulation internationaux. Notre combat a une dimension éthique. ⌘

***« Bien mal acquis - à qui profite le crime ? »*** est le rapport publié en juin 2009 (un premier bilan avait été publié en 2007) par le CCFD – Terre Solidaire. Il passe en revue les avoirs détournés de plus de 30 dirigeants de pays en développement, soit plus de 100 milliards de dollars. À ce jour, les pays riches n'en ont restitué que 1 à 4 % aux populations spoliées. Et ce, en dépit de leurs promesses répétées de lutter contre la corruption. Pourquoi ? C'est la question centrale du rapport. En cause : l'hypocrisie des pays du Nord, les paradis fiscaux et judiciaires… L'intégralité du rapport peut être téléchargée à l'adresse : www.ccfd.asso.fr/BMA

# « Malgré la misère, nous pouvons être heureux »

*Ibrahim Ouédraogo est secrétaire général de l'ONG Inades formation[1]. Pour ce Burkinabé, le modèle de développement de l'Occident a montré ses limites. Il plaide pour une autre voie expérimentée en Afrique...*


© E. du Closel

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉLISABETH DU CLOSEL

**Comment reconsidérer la solidarité Nord/Sud pour ne pas rester dans des représentations caricaturales d'une Afrique pauvre qu'il faut aider, voire assister ?**

*Ibrahim Ouédraogo :* Les Africains sont convaincus que leur continent est riche en ressources humaines et naturelles. La pauvreté vient en partie d'un héritage colonial. Un rapport de force très ancien a créé des rapports de domination. L'objectif était l'exploitation des ressources du sous-sol. Aujourd'hui, nous devons aller vers un projet planétaire. Les questions écologiques nous y obligent. On sait que si l'on continue à vouloir vivre selon le modèle de développement de l'Occident, deux planètes seront nécessaires pour satisfaire l'humanité en 2050.

**Les pays d'Afrique se réfèrent-ils à ce modèle ?**

*I. O. :* Y a-t-il un autre modèle proposé dans le monde et valorisé ? Tant que l'on continuera à véhiculer des images négatives, voire péjoratives sur l'Africain ; tant que l'on continuera à ne voir de ce continent que les détournements d'argent, la corruption et les guerres permanentes, on n'en sortira pas. Car où va l'argent ? Pas dans les banques africaines. L'Occident en profite. Quant aux armes, nous n'avons aucune usine de fabrication ! Le rapport publié par le CCFD sur les biens mal acquis est une très belle initiative *[cf. encadré, p. 38]*.

**On oublie trop que le Sud travaille à son propre développement sans passer systématiquement par l'aide du Nord...**

*I. O. :* Nous nous sommes lancés dans des formes de recherche collectives et innovantes. Notamment dans le domaine de l'agro-écologie, qui est le mien à travers l'Inades, et sur lequel réfléchissent de nombreuses ONG. Nous avons monté des projets à Tanlili, un village près de Ouagadougou au Burkina Faso, situé dans une zone très aride. L'idée était d'aider les villageois à préserver leurs terres, en interdisant les coupes de bois et les feux. Au fil des ans, on s'est rendu compte de l'impact positif sur l'environnement.

**Est-ce à grande échelle ?**

*I. O. :* Non, ces innovations devraient être plus valorisées. Nous faisons partie de *Slow Food*, un mouvement mondial parti d'Italie qui s'oppose au *fast-food*. C'est un concept du « bien-manger » qui respecte trois règles de production : culture locale, agro-écologie et intérêt économique. Notre expérience de Tanlili a reçu le prix mondial *Slow Food* en 2003. On avait débuté ce travail en 1987. On a mis 16 ans pour avoir une reconnaissance.

**Comment passer de cette échelle locale du développement à une échelle plus globale ?**

*I. O. :* C'est très difficile. Une génération de chefs d'État est convaincue qu'il faut suivre le modèle de l'agriculture européenne : l'agrobusiness, les grandes superficies, les agrocarburants... c'est un grand fléau en Afrique. Ils prétendent que la petite agriculture familiale est disqualifiée car elle n'a pas su faire face à la crise alimentaire. Le problème ne vient-il pas plutôt de la diminution des taxes d'importation sur les produits comme le blé, le lait, les OGM ? ou des importations massives de poulet surgelé à bas prix venant du Nord, qui mettent en faillite nos petits éleveurs ? Sans compter la privatisation à grande échelle des terres qui vise à casser l'agriculture familiale. Je suis pourtant convaincu que l'agriculture africaine est compétitive.

**Quelles carences vous sautent aux yeux en Europe et en France ?**

*I. O. :* Ce qui frappe avant tout, c'est votre rapport à la spiritualité. Se déclarer « croyant » dans une France qui a tellement poussé la laïcisation, c'est être considéré comme un homme du passé. L'Europe est venue en Afrique pour lui faire connaître le Christ et elle lui tourne le dos aujourd'hui. Qu'on le veuille ou non, la religion est une base de solidarité. En même temps, ceux qui se disent athées ne cessent de consulter leur horoscope *(rires)* ! Le fétichisme reproché aux Africains existe donc en France. L'autre chose, c'est le stress dans les grandes villes. Et l'immense solitude. Chez nous, l'espace social reste important dans le quartier, le milieu du travail, au sein des communautés religieuses. Les amis, la grande famille s'entraident. Malgré la misère, nous pouvons être heureux puisque nous sommes dans un lien communautaire. Le critère de pauvreté n'est pas le même en Afrique et en Europe. Chez vous, il est lié au pouvoir d'achat. Chez nous, le vrai pauvre, c'est avant tout l'orphelin social. ⌘

1. Institut africain pour le développement économique et social. Cette ONG panafricaine travaille à la promotion sociale et économique des communautés rurales dans dix pays d'Afrique. Créé en 1962 par les jésuites français à la demande des évêques d'Afrique de l'Ouest, l'Inades est un organisme laïc depuis 1975. Internet : www.inadesfo.org

# Pour aller plus loin

## S'INFORMER SUR L'AGENDA 21

- Documents d'accompagnement et textes :
www.comite21.org
http://sitecoles.formiris.org/document/document/0/2073

- Sites dédiés du ministère de l'Éducation nationale :
http://eco-ecole.org (pour le primaire)
www.lecoleagit.fr (pour le secondaire)
- Un exemple abouti : sur le site de l'académie de Limoges, la charte Agenda 21 et les projets de Notre-Dame-de-la-Providence à Ussel (lire p. 34).
www.ac-limoges.fr/article.php3?id_article=3804

## SE FORMER À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

En lien avec la FASSE et le réseau lasallien, le CFP Emmanuel-Mounier, à Paris, ouvre à la rentrée un master Cultures et Sociétés axé sur l'action éducative internationale, la médiation sociale et l'ouverture interculturelle. Ce cursus, conciliable avec une activité professionnelle, alterne théorie et pratique. Son objectif : comprendre les enjeux éthiques, sociaux et éducatifs liés à la mondialisation et découvrir, pour les exploiter, les interactions culture-société-éducation.
www.cfpmounier.net

## DES COLLOQUES

- 2es Assises nationales de l'éducation à l'environnement vers un développement durable, Centre des Congrès de Caen, du 27 au 29 octobre 2009.
http://assises-eedd-2009.fr
- Colloque sur le développement durable organisé par le département Éducation du Sgec, Paris les 9 et 10 novembre 2009 (*cf.* p. 16).
- « De la crise, sortir changés », session nationale de formation du Ceras, Centre Sèvres, Paris, du 15 au 18 février 2010.
www.ceras-projet.com

## À LIRE

*Pour les jeunes et les enseignants*

- *L'éducation au développement durable*, un kit pédagogique de Bayard éducation.
http://boutique.bayardweb.com/education/enseignant_kitdev.jsp
- Les dossiers du CCFD avec des actions comme *Bouge ta planète*
www.ccfd.asso.fr
- Sylvain Allemand, *Le développement durable*, Autrement, 2006, coll. « Monde aujourd'hui », 15 €.
- Frédéric Denhez, *Atlas du changement climatique- du global au local, changer les comportements* (3e édition), Autrement, 2009, 17 € (avec son DVD *Clim'city* pour relever de façon ludique les défis du changement climatique).

*Pour nourrir la réflexion*

- *Comprendre le développement durable*, Sceren-CRDP Aquitaine, 2008, 19,50 € (avec 160 documents sur cédérom).
- Bruno Frère, *Le nouvel esprit solidaire*, Desclée De Brouwer, 2009, 32 €.
- Pierre Vilain, *L'avenir de la terre ne tombera pas du ciel*, Desclée De Brouwer, 2007, 18 € (ouvrage réalisé en partenariat avec Développement et Civilisations, Lebret-Irfed).
- Hélène et Jean Bastaire, *Pour un Christ vert*, Salvator, 2009, 12,90 €.
- Elena Lasida, « Les chrétiens et le développement durable », *Documents Épiscopat* n° 2/2008, février 2008 (e-mail : documents.episcopat@cef.fr).
- Dossier « Création durable », dans *Chercheurs de Dieu*, revue du SNCC, n° 168, déc. 2008, 8,50 € (e-mail : chantal.trapon@cef.fr).
- Elena Lasida (dir.), *Mobilité durable - bouger moins pour être plus présent,* Justice et Paix-France, 2007, 5 € (e-mail : justice.paix@cef.fr).
- Dossier « Le développement durable comme style de vie », dans *Transversalités*, revue de l'Institut catholique de Paris, n° 109, janvier-mars 2009, 16 € (e-mail : transversalites@icp.fr).
- « Le développement, un bien durable », dans *Projet*, revue du CERAS, n° 270, juin 2002.

## À MÉDITER

- *L'amour dans la vérité (Caritas in veritate),* encyclique de Benoît XVI sur le développement humain intégral, préface Mgr Descubes, Bayard/Cerf/Fleurus-Mame, juillet 2009 127 p., 5 €. Publiée aussi dans le n° 2429 de *La Documentation catholique*, 2 août 2009, 5 €.